



FRANCE

A l'Education nationale, le malaise autour d'une ministre cernée par les polémiques

Les syndicats de l'Education nationale appellent à la grève, jeudi, sur les salaires et les conditions de travail. Mais aussi « pour faire tenir l'école publique », après la série de polémiques qui vise la nouvelle ministre de l'Education nationale, **Amélie Oudéa-Castéra**.

Marie-Christine Corbier

Des dirigeants du monde sportif ont volé au secours d'**Amélie Oudéa-Castéra**, samedi, appelant la communauté éducative à « prendre le temps de découvrir » la nouvelle ministre de l'Education nationale. Près de trois semaines après une série de polémiques, leur tribune a fait grincer des dents dans le monde enseignant, où la colère et l'appel au « respect » de l'école publique alimentent l'appel à la grève du 1^{er} février, dédié aux salaires et aux conditions de travail.

Des syndicats (FSU, FO, CGT, SUD) avaient appelé à la grève en décembre. Le SNALC, l'Unsa et la CFDT se joindront au mouvement, tout comme plusieurs syndicats de l'enseignement privé. Les revendications se sont élargies au « dénigrement de l'école et de ses personnels », explique Sophie Vénéritay, secrétaire générale du SNES-FSU, principal syndicat du secondaire, en évoquant « la déflagration » provoquée par les déclarations de la ministre

« dans les salles des profs ». « On sent une très grande colère, relate-t-elle. Si on demande des professeurs mieux payés, c'est aussi pour faire tenir l'école publique. »

Un « strike » sur les sujets les plus sensibles

Quelques heures après sa nomination à la tête d'un superministère, **Amélie Oudéa-Castéra** avait justifié le privé en raison du « paquet d'heures non remplacées » à l'école publique, où son fils n'avait finalement passé que six mois, et sans que son enseignante soit absente. D'autres polémiques ont suivi, au fil des révélations de Mediapart, sur le collège Stanislas où sont scolarisés ses enfants, sur le « non-respect » de Parcoursup par cet établissement, et sur la scolarisation de ses enfants dans des classes non mixtes.

Comme dans un jeu de bowling, **Amélie Oudéa-Castéra** « a fait un strike » sur les sujets les plus sensibles de l'Education nationale, déplore un enseignant chevronné.

Et maintenant ? Emmanuel Macron l'a confortée. Mais « c'est très compliqué, confie un haut fonctionnaire, parce qu'on est en pleine préparation de rentrée, et elle est attaquée de toutes parts, sur l'éducation comme sur le sport ».

« Reporter la réforme »

Alors que l'éducation a été érigée en priorité absolue, des sujets majeurs sont en jachère, soulignent les syndicats. La réforme de la formation des enseignants devait être dévoilée début février. « On a pris un mois dans la vue alors que le calendrier était déjà quasi injouable ! » s'emporte un syndicaliste. La seule option, suggère une autre, est « que l'Education nationale reporte la réforme d'un an ». Quant aux groupes de niveau que Gabriel Attal a promis aussi pour la rentrée prochaine, ils supposent que les textes officiels soient publiés rapidement. « Le risque, c'est que les chefs d'établissement travaillent sur des hypothèses qui seront invalidées une fois les textes adoptés », redoute Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.





Avec les journalistes chargés des sujets d'éducation, la ministre joue à cache-cache, sans les informer de ses déplacements, ou à la dernière minute. « Elle ne peut pas prendre le risque d'une nouvelle polémique », confie l'un de ses soutiens qui veut croire que « les choses vont se tasser ».

Le gouvernement craint la réouverture d'une guerre entre l'école publique et privée. Et les syndicats sont à cran. « En trois minutes, elle a effacé tous les efforts faits depuis un an et demi pour renouer le fil avec les personnels de l'éducation », regrette un syndicaliste. « J'ai vu beaucoup d'enseignants mécontents, la phase Attal avait été pour eux une phase de conversion », confie un député de la majorité qui ne soutient « vraiment pas » la ministre. Comment sera-t-elle crédible sur le remplacement des enseignants, sur l'égalité filles-garçons, sur la mixité, interroge-t-il, avec d'autres.

Une députée de la majorité veut croire, au contraire, à une porte de sortie. « Sur l'école privée par exemple, pourquoi ne pas avancer au-delà du protocole sur la mixité conclu par l'ex-ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye ? » D'autres évoquent l'idée d'un secrétariat d'Etat ou d'un ministère délégué, qui

pourrait être dédié à la condition enseignante et à l'attractivité du métier.

Dans son discours aux recteurs, la semaine dernière, la ministre a voulu montrer que les polémiques ne l'empêchaient pas d'agir. Sur le pacte enseignant et les problèmes de remplacement, Amélie Oudéa-Castéra a précisé qu'elle ferait des propositions à Gabriel Attal « dans les prochains jours ». « Cela fait six mois qu'on demande au ministère un bilan sur le pacte et on découvre que la ministre va proposer des mesures sans nous en parler ! » s'agace Sophie Vénéitay. Les syndicats affirment avoir été conviés à une première rencontre de travail commune avec Amélie Oudéa-Castéra, prévue lundi. Elle a finalement été remplacée par une série de bilatérales avec sa directrice de cabinet. ■

« Si on demande des professeurs mieux payés, c'est aussi pour faire tenir l'école publique. »

SOPHIE VÉNÉTITAY
Secrétaire générale
du SNES-FSU

